

La droite affiche sa « solidarité » mais refuse une « croisade de l'Occident »
Article paru dans l'édition du 15.09.01

Alain Madelin écarte les « traditionnelles subtilités que ce genre de débat provoque en France »

AVANT même la diffusion de l'entretien accordé par Jacques Chirac à CNN, la présidente du RPR, Michèle Alliot-Marie, a affirmé, jeudi 13 septembre, qu'elle ne serait « pas choquée » si la France devait s'associer aux Etats-Unis dans des actions de représailles. « Tout le monde comprendra qu'il y ait une réponse » aux attentats commis outre-Atlantique, a-t-elle expliqué. Mme Alliot-Marie, qui s'exprimait lors du point de presse hebdomadaire du RPR, a cependant prôné une « réponse adaptée » pour « éviter un risque d'escalade ». « Il faut éviter d'entrer dans la logique, qui est probablement celle des terroristes, qui consisterait à essayer de créer une sorte de guerre mondiale entre les pays islamiques et les autres », a-t-elle affirmé.

Mais comment et jusqu'où se montrer solidaire ? Interrogé par Le Monde après les déclarations de M. Chirac, Nicolas Sarkozy estime qu'« aujourd'hui c'est le temps de la solidarité, sans la moindre réserve, pas celui de la défiance ». « La menace est multigéographique. C'est le camp de la démocratie qui est touché », affirme l'ancien secrétaire général du RPR, en expliquant que, après le stalinisme et le fascisme, « nous sommes confrontés à un troisième totalitarisme, qui se prétend religieux ».

François Fillon juge, de la même manière, que « le président a eu raison, au moment où on se trouve, de manifester sa solidarité » au peuple américain. Le député de la Sarthe précise que des coopérations sont d'ores et déjà possibles au niveau des services de renseignement, de la police et de la justice. « Je ne suis pas hostile à ce que la France participe à une intervention militaire, mais à quelques conditions près », a affirmé au Monde M. Fillon. Parmi celles-ci, « la France a une connaissance particulière du monde arabe, qui peut se révéler utile. Elle ne peut donc se laisser imposer une riposte, sans pouvoir discuter ».

Alain Juppé partage cette analyse. Sur RTL, jeudi matin, l'ancien premier ministre a affirmé : « L'Amérique doit légitimement punir les coupables, et nous serons solidaires de cet acte de punition. » Pour autant, a ajouté le maire de Bordeaux, « il ne s'agit pas de lancer une croisade de l'Occident contre le monde arabe ou contre le monde musulman. Ce serait une erreur d'analyse et une erreur géopolitique ».

Sur France 2, Valéry Giscard d'Estaing a indiqué qu'il fallait « détruire les réseaux terroristes ». Mais, pour l'ancien président, « une guerre des pays industrialisés contre les pays musulmans, cela n'a pas de sens », d'autant que nombre d'entre eux ne soutiennent pas les actions terroristes. Dans la perspective de représailles qui seraient engagées par les Américains et leurs alliés, M. Giscard d'Estaing souhaite « une concertation minimale, au plus haut niveau, très confidentielle ». Hervé de Charette, ancien ministre des affaires étrangères, considère aussi que « la France doit poser un certain nombre de conditions avant de participer à une riposte aux côtés des Etats-Unis ». Le président délégué de l'UDF estime qu'« il ne faut pas se précipiter et [qu'il faut] demander un partage des responsabilités entre les Etats-Unis et les Etats membres de l'Alliance atlantique ». « CHÂTIMENT DES COUPABLES »

Refusant tout « suivisme absolu et aveugle », le délégué général de l'UDF, Dominique Paillé, souhaite qu'un débat au Parlement puisse « fixer le cadre de ce qui serait acceptable ou non ». « Il faut essayer d'anéantir ceux qui se livrent à des actes de terrorisme, sans pour autant que

cela justifie des débordements sur les populations civiles », note, à titre personnel, ce proche de François Bayrou.

Interrogé par Le Monde, le président de Démocratie libérale, Alain Madelin, souhaite, en revanche, que l'on évite les « traditionnelles subtilités que ce genre de débat provoque en France » afin de parvenir à une « solidarité totale » avec les Américains. M. Madelin souligne que cette solidarité devra aller au-delà du seul « châtement des coupables ». « On doit impérativement repenser en commun notre politique de sécurité, nos moyens de défense et de lutte contre le terrorisme, ainsi que notre politique étrangère », affirme-t-il. Le porte-parole de DL, Claude Goasguen, se prononce également en faveur d'un « engagement complet aux côtés de nos alliés américains ». « La France ne peut se dispenser d'un soutien, y compris militaire », note le député de Paris, qui estime que les attentats de New York et de Washington sont « beaucoup plus graves que Pearl Harbor ».

SERVICE FRANCE